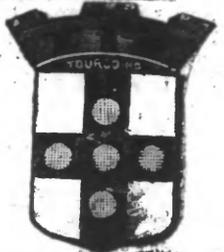




L'ÉGALITÉ

de Roubaix - Tourcoing



ABONNEMENTS
 Trois mois 4 fr. 50
 Six mois 8 fr. 00
 Un an 15 fr. 00
 Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

REDACTION ET ADMINISTRATION
 ROUBAIX Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING
 Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES
 A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
 A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
 A LILLE, 29, Rue de Fives.

PARTI OUVRIER

Election au Conseil Général
 DU 7 JUIN 1896

GUSTAVE DEVERNAY
 TYPOGRAPHE
 Rédacteur au "Reveil du Nord"

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

LES ELECTIONS EN GRÈCE
 Athènes, 25 mai.
 Hier, eu lieu une élection supplémentaire dans l'Attique, au remplacement du député ministériel, Kalliphronas, délégué.

LES COLONIES HOLLANDAISES
 Amsterdam, 25 mai.
 Les troupes hollandaises occupent Lam-pisang, chef-lieu fortifié du territoire de Toekoe Onar, chef des insurgés sitchonais.

LES GREVES EN ALSACE
 Mulhouse, 25 mai.
 Depuis le 4 mai, trois cent cinquante ouvriers, menuisiers et charpentiers sont en grève à Mulhouse, en Alsace.

LA FAMINE AU TONKIN
 Paris, 25 mai.
 En présence de la disette qui sévit au Tonkin, le gouverneur général de l'Indo-Chine a demandé l'autorisation de suspendre, jus-à la fin de juin la perception de tout droit de douane sur les riz venant de Hong-Kong.

AU TRANSVAAL
 Londres, 25 mai.
 Une dépêche de Pretoria au Daily Telegraph dit que le bruit court à Johannesburg que les difficultés qui s'étaient élevées entre les deux Chambres des mines seront bientôt réglées.

L'ACCIDENT DE TOULON
 Toulon, 25 mai.
 Les deux douaniers noyés seraient originaires de Marseille.

LA RETRAITE DES OFFICIERS
 Paris, 25 mai.
 Le président de la République a rapporté par décret sur la proposition du général Billot, le décret du 11 février dernier, dû à l'initiative de M. Cavaignac, et qui avait pour objet la mise en obligation à la retraite d'officiers supérieurs et d'officiers au sursis ayant accompli trente années de services actifs.

UN ACCORD RUSSO-CHINOIS
 Londres, 25 mai.
 Le correspondant à Berlin du Standard dit : « En retour du droit de construire un chemin de fer à travers la Mandchourie, la Russie permettrait à la Chine de doubler les droits de douane qu'elle percevait dans les ports de traite, tandis que sur les frontières de terre ces droits seraient presque totalement supprimés. »

LES VINS D'Australie
 Paris, 25 mai.
 Les vins d'Australie seraient-ils appelés à concurrencer, un jour, nos vins de France sur le marché asiatique ? Une correspondance de Melbourne qui nous est adressée le donne à penser.

LES FÊTES DÉPINAL
 Epinal, 25 mai.
 M. Boucher, ministre du commerce et de l'industrie, est arrivé hier soir à Epinal, le matin, à huit heures et demie, à la présidence de l'inauguration du nouveau collège ; puis, se rendant à la préfecture, la réception des autorités civiles et militaires.

LES ACCIDENTS DE TRAVAIL
 Bruxelles, 25 mai.
 A l'occasion de l'Exposition universelle de Bruxelles, se réunira dans notre ville un Congrès des institutions d'assurance contre les accidents du travail.

CHEZ LES MATABÉLÉS
 Londres, 25 mai.
 Une dépêche de Mangue au Times dit que les rebelles de Matoppo-Hill ne s'entendent pas entre eux et qu'il n'est pas probable qu'ils offriront une grande résistance.

L'IMPOT SUR LA RENTE
 Paris, 25 mai.
 On sait que les derniers conseils des ministres ont été consacrés à l'étude de diverses propositions annoncées dans la déclaration.

UN CRIME
 Rive-de-Gier, 25 mai.
 On a découvert, ce matin, sur la commune de Châteauneuf, près du hameau appelé Lhermie, sous une anfractuosité de rochers, une dépense de 100 francs en espèces, accompagnée de quelques lettres.

LES ELECTIONS MUNICIPALES
 Nîmes, 25 mai.
 Hier ont eu lieu à Nîmes, les élections municipales qui ont été très animées et les bulletins ont été lancés par la fenêtre.

BULLETIN DU JOUR
 Chapeaux et Fautueil
 La diplomatie de M. Hanotaux est particulièrement active et prévoyante lorsqu'il s'agit de servir les intérêts ou les ambitions de M. Hanotaux. Ce lui-ci, depuis longtemps, s'efforce à gagner les bonnes grâces de l'Académie et à mettre dans son jeu le clergé et le parti des ducs.

LES VINS D'Australie
 Paris, 25 mai.
 Les vins d'Australie seraient-ils appelés à concurrencer, un jour, nos vins de France sur le marché asiatique ? Une correspondance de Melbourne qui nous est adressée le donne à penser.

LES VINS D'Australie
 Paris, 25 mai.
 Les vins d'Australie seraient-ils appelés à concurrencer, un jour, nos vins de France sur le marché asiatique ? Une correspondance de Melbourne qui nous est adressée le donne à penser.

LES VINS D'Australie
 Paris, 25 mai.
 Les vins d'Australie seraient-ils appelés à concurrencer, un jour, nos vins de France sur le marché asiatique ? Une correspondance de Melbourne qui nous est adressée le donne à penser.

LES VINS D'Australie
 Paris, 25 mai.
 Les vins d'Australie seraient-ils appelés à concurrencer, un jour, nos vins de France sur le marché asiatique ? Une correspondance de Melbourne qui nous est adressée le donne à penser.

LES VINS D'Australie
 Paris, 25 mai.
 Les vins d'Australie seraient-ils appelés à concurrencer, un jour, nos vins de France sur le marché asiatique ? Une correspondance de Melbourne qui nous est adressée le donne à penser.

AVANT LA BATAILLE

Il y a le frisson de la bataille, comme il y a le frisson de l'orage. C'est dans quelques jours que les Chambres seront de nouveau réunies, et voilà déjà tous les partis sur le pont, dans le claquement des drapeaux. Les amis du Gouvernement excellent, se préparent à des triomphes ; M. de Mackau tend son front à l'ordre des Lauriers ; M. d'Hulst se livre par-dessus les têtes le geste triomphant de la bénédiction. De leur côté, les radicaux et les socialistes voient M. Méline pulvérisé, M. Barthou réduit en cendre ; et c'est à peine si M. Turrel sauve du naufrage le cheveu qui lui reste.

Je suis un peu comme le rat de la fable qui avait perdu diverses choses dans la bataille. Je n'y ai perdu qu'un certain nombre d'illusions ; mais j'y ai gagné quelque expérience. Or, je ne crois pas plus aux ministères éternels qu'aux oppositions les plus réversives immédiates. Le cabinet de M. Méline vivra ou vivra-tout comme les cabinets qui le précéderont, jusqu'au jour où les fatalités parlementaires voudront qu'il disparaisse. M. de La Palisse ne dirait pas autrement, et je dis comme M. de La Palisse ; car j'ai depuis longtemps constaté que cet homme fut la sagesse même.

C'est, d'ailleurs, un fait reconnu que les ministères ne s'écroutent jamais tout de suite. On peut avoir fait alliance avec les capucins et ne pas être des capucins de cartes. Vous rencontrerez fréquemment dans les rangs des héraldes qui vous disent :

— Bah ! faisons toujours un petit crédit au Gouvernement, et nous verrons après !

Les électeurs eux-mêmes, quand ils n'appartiennent point aux opinions les plus avancées, admettent fort bien ce crédit. Ils sont pour le repos, pour la stabilité, pour la reprise des affaires ; l'élu n'est jamais en complet désaccord avec eux, quand il s'abrite derrière ces clichés solennels ; et c'est là-dessus que les ministères subsistent tant bien que mal.

Le cabinet de M. Méline subsistera tant que les prétentions de la droite ralliée n'auront pas dépassé les bornes de la permission. Et ce recul trop accentué vers la politique cléricalle fera nécessairement sauter la machine.

Le colonel Sever, qui fut un stratège des camps avant d'être un habile tacticien parlementaire, trouva dès le premier jour, le défaut de la cuirasse ministérielle. L'introduction dans l'ordre du jour d'une résolution invitant le gouvernement à ne point toucher aux lois militaires et scolaires aurait mis, si elle avait été maintenue, le cabinet et ses alliés de la droite dans une singulière posture. Elle fut retirée pour je ne sais quelles raisons supérieures ; mais vous la verrez se reproduire sous une forme ou sous une autre, dès que l'occasion s'en présentera de nouveau.

Vous me ferez sans doute cette objection que M. de Mackau sera bien sage, que M. d'Hulst se tiendra bien tranquille dans son coin, par crainte de casser involontairement le grand ressort. Soit. Je veux bien admettre que ces messieurs et leurs suivants n'aient point caressé le rêve de nous avaler tout crus, en une seule bouchée et qu'ils apportent des tempéraments à leurs revendications politiques et religieuses. Mais ils n'ont pas leur clientèle dans la poche ; la queue de leur parti, pas encore suffisamment coupée, s'agite et s'agitiera de plus belle ; leur armée demandera des gages, et il faudra bien qu'ils lui en donnent. Ils se trouveront, en somme, dans la situation où les socialistes purs se seraient trouvés un jour ou l'autre si le ministère radical n'avait pas été renversé. Qu'ils le voulaissent ou non, ils auraient été obligés de choisir entre leurs électeurs et M. Bourgeois.

C'est très joli de s'atteler à la même charrette quand on est d'opinions et de doctrines différentes ; mais un moment arrive toujours où la question de savoir quelle route on prendra se pose avec une précision mathématique. M. Méline et ses alliés

de la droite n'ont réalisé qu'un point de leur programme. Il consistait pour eux à s'éloigner du chemin parallèlement poursuivi par les socialistes et radicaux. Les voilà partis, les voilà très loin de nous ; mais s'il est vrai que tous les chemins mènent à Rome, n'est-ce pas précisément à Rome que les cléricaux voudront mener la République et son gouvernement, lorsque l'heure aura sonné de prendre une direction définitive ?

La est le danger pour le nouveau ministère. Sans être un bien grand prophète, je peux lui prédire que la Chambre ne le suivrait pas s'il faisait mine de l'engager trop ostensiblement dans la voie cléricalle. De deux choses l'une : ou il emboîtera jusqu'au bout le pas aux radicaux, et alors la majorité des républicains de toutes nuances le lâchera. Ou il lâchera lui-même les radicaux, et alors il n'aura plus de majorité.

C'est à l'un ou à l'autre de ces spectacles que nous allons assister : mais tout me fait prévoir que nous assisterons surtout à celui de la droite, abandonnée par le cabinet le jour où elle montrera de trop grandes exigences. Car il y a des dangers qu'on ne remonte pas ou qu'on ne remonte qu'en se cassant les reins.

M. Méline ne remontera rien du tout ; mais il se les cassera tout de même.

Clovis HUGUES,
 Député de la Seine.

DÉMISSIONS AU CONSERVATOIRE

Paris, 25 mai.
 Des gens bien informés prétendent qu'il pourrait bien y avoir, au Conservatoire de musique, quelques démissions possibles pour la fin de cette année.

D'abord, celle de M. Jules Massenet qui se retirerait et s'adonnerait au grand regret de tous, son œuvre de composition demeurerait un de ses aînés, à qui il confierait ses notions de retraite, lui ayant demandé qu'il était sans raisons, il répondit qu'il considérait le professeur au Conservatoire comme un devoir musical, un devoir qui donne par lui-même professeurs. Il ajouta que sa décision très raisonnée était irrévocablement prise.

On parle aussi, d'autre part, de la démission probable de M. le pianiste De-laborde, qui, lui aussi, aurait manifesté l'intention de prendre sa retraite dans quelques mois.

L'Interpellation du citoyen Jaures

Le mouvement administratif — Les manœuvres réactionnaires du Cabinet Méline. — Une Interpellation.
 Notre collègue orateur et ami le citoyen Jaures a adressé à M. Barthou ministre de l'intérieur, la lettre suivante :

Monsieur le ministre,
 J'ai l'honneur de vous informer que je désire vous interpellier sur la signification politique du mouvement administratif de ce jour dans divers départements du Midi, notamment dans le Tarn. Je vous serais très reconnaissant d'accepter la discussion de cette interpellation après celle de mon collègue Roussel à M. le ministre de la guerre.

Je vous prie d'agréer, etc.

Jean JAURES.

Jeudi nous connaissons la réponse de M. Barthou. En attendant, l'interpellation du citoyen Jaures a fourni au journal Le Rappel l'occasion de publier l'article qui voici :

M. Jaures a écrit hier à M. Barthou, ministre de l'intérieur, pour le prévenir que jeudi prochain, jour de la rentrée de la Chambre, il déposerait une demande d'interpellation sur la signification du mouvement préfectoral, en ce qui concerne diverses nominations faites dans plusieurs départements du Midi.

En d'autres termes, le député socialiste de Carnaux veut questionner M. Barthou sur le déplacement de M. Pignacassagne, préfet du Tarn, qui quitte l'administration pour entrer dans les finances, avec un poste de receveur particulier, alors que plusieurs autres préfets sont pourvus de postes de trésoriers généraux.

M. Jaures se fait fort de démontrer à la tribune que le préfet du Tarn, disgracié, n'a servi aucun intérêt électoral des socialistes mais qu'il a pris très nettement une attitude contre les cléricaux de ce département.

Est-ce pour rallier ceux-ci au ministère que M. Barthou a sacrifié M. Pignacassagne ? Voilà ce que M. Jaures veut savoir, car il lui semble qu'il y a une indication politique que le Cabinet doit être tenu à juger, sans hésitation, que l'envoi à Marseille d'un préfet réactionnaire qui s'était refusé à l'imposition de la Nantaise.

M. Jaures se propose ensuite de traiter le cas de M. Doux qui reçoit de l'avancement du ministre de l'intérieur, qui l'envoie dans son propre département.

PAS DE DIVISIONS!

Sous ce titre, Camille Pelletan publie dans la Dépêche de Toulouse, un article qui répond à la fois à ceux qui, comme le Progrès, mettent les collectivistes hors la République et à ceux qui, comme le Nouvelliste, soutiennent, suivant les besoins de leur polémique, que les collectivistes ont absorbé les radicaux ou que les radicaux ont absorbé les collectivistes.

Pelletan ne partage pas nos idées, mais le rôle important qu'il joue dans la politique de notre pays, son incontestable talent de publiciste et d'orateur, sa loyauté, sa sincérité républicaine sont assez connus pour que nous n'hésitions pas à exposer ses opinions aux insinuations du Progrès et du Nouvelliste. Si à la lecture de son article les collectivistes et les radicaux socialistes n'apprennent rien qui ne sache, n'a adversaires de gauche et de droite y trouveront, peut-être, une leçon de bonne foi ou, tout au moins, un enseignement.

LA RENTRÉE DES CHAMBRES

(De notre rédacteur parlementaire)
 Paris, 25 mai.
 Les Chambres reprennent leurs délibérations, ainsi qu'on le sait, jeudi prochain 28 mai. Hier a paru à l'Officiel l'ordre du jour de cette séance de rentrée.

Au Sénat, il est compris que le tirage au sort annuel des bureaux et la fixation de l'ordre du jour des séances suivantes. A la Chambre, l'ordre du jour est tel qu'il a été réglé à la dernière séance du 30 avril. Il comporte en tête :

1. Tirage au sort des bureaux.
 2. Discussion de l'interpellation de M. Julien Dumas sur les abus commis au cours de l'instruction préparatoire en ce qui concerne la recherche de l'identité des prévenus, les perquisitions et le secret de l'instruction.
 3. Discussion des interpellations : 1. de M. Fleury-Havard sur l'organisation administrative de l'Algérie ; 2. de M. Saint-German sur les agissements des méthodistes anglais en Algérie.
 4. Suite de la première délibération sur la proposition de loi de M. Audiffred et plusieurs de ses collègues relative aux sociétés de secours mutuels.

Sauvages de l'Orégon — Un projet de loi de l'Orégon de jour viennent les propositions de M. Bourgeois (du Gard), Caselin, René Gauthier, Vaillant et Brunet tendant à la révision de la Constitution.

Quelques députés parlent d'un ajournement possible de la Chambre jusqu'au 1er juin afin d'attendre le retour à Paris de tous les membres de la Chambre.

Ca & Là

DIALOGUES D'AUJOURD'HUI

Dans le cabinet du ministre, place Beauvau, M. Barthou et son secrétaire dressent la statistique des élections municipales.

LE SECRÉTAIRE, appelant. — Modérés, 31 ; progressistes, 11 ; socialistes, 11. Encore un conseil ou il ont la majorité.

LE MINISTRE. — Récapitulons, mon ami. Vous devez vous tromper, ou bien alors les chiffres sont inexacts.

LE SECRÉTAIRE. — Je les ai bien pourtant. Modérés, 31 ; progressistes, 11 ; socialistes, 11. Le télégraphe marchait un mail ! Il faudra que j'en touche un mot à De-laborde.

LE SECRÉTAIRE, appelant. — A une heure, Modérés, 0 ; progressistes, 10 ; socialistes, 22.

LE MINISTRE. — Quand je vous le dis ! tous ces télégrammes sont erronés. Récapitulons les chiffres véritables : Modérés, 22 ; progressistes, 11 ; socialistes, 22.

LE SECRÉTAIRE. — Voici une autre dépêche, elle ne mentionne que des socialistes.

LE MINISTRE. — Il s'agit évidemment de faux télégrammes.

LE SECRÉTAIRE. — Le contraire me surprendrait.

LE MINISTRE. — Actifons, actifons. Tâchez de faire vite les totaux. Il importe de communiquer dès ce soir les résultats de notre travail aux journaux. Et ces résultats ont un intérêt pour nous un bulletin de victoire. Il faut frapper l'opinion.

LE SECRÉTAIRE, ad'ionnant. — Neuf et six quinze, quinze et sept, vingt-deux... Modérés, 11 ; socialistes, 22.

LE SECRÉTAIRE. — Hélas ! monsieur le ministre, je me trompe souvent. Je dois m'être trompé cette fois-ci. Je remarque, en effet, que malgré nos rectifications, les socialistes l'emportent encore sur les modérés.

LE MINISTRE. — C'est à n'y rien comprendre ! Le que je vais leur flanquer un a-taque à mes préfets !

LE SECRÉTAIRE. — Sont-ils réellement coupables ?... Il aurait en plus duré de leur fournir les moyens de nous éviter ces petites difficultés de classement.

LE MINISTRE. — C'est facile à dire...
LE SECRÉTAIRE. — Il me semble que pendant...

LE MINISTRE. — Une idée ! j'ai une idée de génie !... Il n'y a qu'à le faire appeler !

LE SECRÉTAIRE. — Qui ça ?

LE MINISTRE. — Vous êtes naïf... Considérons parbleu !

LE SECRÉTAIRE. — Constans... Quel trait, monsieur le ministre, quel beau trait !

LE MINISTRE. — Et je le nomme inspecteur général des scrutins. J'en fais un fonctionnaire ! Si après ça nous n'avons pas la victoire, ma foi ! c'est que nous sommes nés pour être battus...
 Vite, préparez-moi le décret.